Il y a 20 ans, l'explosion mortelle d'AZF ! A quand les moyens pour la sécurité industrielle, sanitaire et environnementale ?

31 morts, des milliers de blessés, quel retour d'expérience 20 ans plus-tard ?

Nous avons toutes et tous pensé un instant à un attentat terroriste sur Toulouse, après les avions jetés sur les États-Unis le 11 septembre 2001.

Le 21 septembre 2001 l'usine d'AZF, implosait en son cœur. La catastrophe industrielle demeure un tragique anniversaire. Il est probable que la compassion affichée par l'exécutif devant les caméras, aujourd'hui, sera touchante.

Dans les faits, une fois l'émotion du moment télévisé passée, rien n'aura véritablement changé. Pire, les enseignements post AZF visant à des centaines de renforts des 1 200 inspectrices et d'inspecteurs des 500 000 installations classées sur le territoire national est manifestement dernière nous.

Sur le fond, en 2021, la politique publique de prévention et de protection des biens et des personnes et de l'environnement est totalement remise en cause au nom d'une rationalisation des effectifs et « en même temps » d'une amplification de la charge de travail augmentée de 50 % du nombre de contrôles, pour ceux qui ne font pas encore parties des premières « charrettes ».

Comme pour l'hôpital et l'ensemble des services de l'État, le comité action publique 2022, relatif à la suppression programmée de 120 000 postes de fonctionnaires et 50 milliards d'économie est à l'œuvre.

Sur la forme : « faire plus avec moins, c'est une question d'organisation », comme ils disent !

Les technocrates théorisent sur des inspections rapides de moins de 3 heures, sur des sites de grandes superficies où les process sont complexes et multiples. Ils vont même jusqu'à « dire » qu'il ne serait pas utile de rentrer à l'intérieur des entrepôts de stockage de matières combustibles et de produits inflammables. Un changement de paradigme et une perte totale de sens pour les agents consciencieux de l'État et responsables juridiquement ! Pour gagner du temps, c'est leur premier objectif : l'utilisation de drones survolant les activités susceptibles d'être polluantes serait, à terme, à privilégier !

La suppression de plus de 22 postes équivalents temps plein (ETP) est également en cours, dans la région où pourtant des agents ont été auditionnés pendant plusieurs heures par la police judiciaire suite à l'incendie du site SEVESO Lubrizol du 26 septembre 2019 (deux ans déjà et pour quel retour d'expérience ?). Nos collègues n'ont reçu ni appui ni soutien de la chaîne hiérarchique, dont la responsabilité est pourtant théoriquement liée.
« Notre DREAL demain », c'est le joli nom trouvé pour donner une sensation d'action proactive. Elle prescrit la diminution de près d'un quart des effectifs de l'inspection de l'environnement, sans compter les 63 autres ETP dans les autres services de cette même région, à l'heure du dérèglement et du réchauffement climatique, de la lutte contre les tonnes d'émission de gaz à effets de serre et de différents types de rejets susceptibles de porter atteinte à l'environnement, à la biodiversité et pouvant générer des impacts sanitaires.

Nous marchons sur la tête ! Le risque de perdre ou de raccourcir l'espérance de vie en bonne santé est sensible. Cela ne semble pas faire partie des priorités des trois derniers ministres de la transition écologique devenu « non-solidaire », du gouverne-ment et de la Présidence de la République.

Le 5 octobre prochain, toutes et tous en grève et dans rue, pour une autre politique publique de santé, d'éducation de nos enfants et petits enfants, pour stopper la ruine les services publics et de la puissance publique, pour un avenir de justice sociale, fiscale et environnementale…